

Fiche d'information no. 2

Les efforts pour régler le problème des armes légères illégales

- ◆ Il a été facile de se procurer des armes pendant la guerre civile en Sierra Leone, durant les années 1990. Les forces rebelles y pillaient les mines de diamant et utilisaient les produits de leur forfait pour acheter et faire entrer en contrebande d'énormes quantités d'armes légères. Le conflit, qui a duré 11 ans, a fait des dizaines de milliers de victimes et contribué au développement d'une véritable culture des armes à feu, ce qui a nui au processus de reconstruction. Un programme intitulé « Armes contre développement », mis en place par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Gouvernement sierra-léonais, a encouragé les membres des diverses communautés du pays à remettre leurs armes aux autorités en échange de la mise en place de petits projets de développement dans leurs communautés. Plus d'une vingtaine d'arrondissements sont maintenant désarmés et, pour avoir rendu leurs armes, leurs habitants bénéficient d'infrastructures collectives nouvellement construites, comme des écoles, des cliniques, des centres sportifs et des marchés. Des membres des communautés ont en outre reçu une formation en matière de désarmement et de règlement des conflits.
- ◆ Au Cambodge, il y a eu ces dernières années près de 500 cérémonies de « Flammes de la paix », au cours desquelles quelque 190 000 armes ont été détruites, avec le concours de l'Union européenne. Le nombre d'homicides par armes à feu a chuté pendant cette campagne, passant d'un niveau oscillant entre 4 et 5,4 par 100 000 personnes en 1998 vers un niveau oscillant entre 1,1 et 1,7 par 100 000 en 2003. Par ailleurs, le nombre de vols à main armée a baissé de 1 822 en 1998 à 1 175 en 2003, et les cas d'hospitalisation pour blessures par armes ont, semble-t-il, également diminué. Cette amélioration est généralement attribuée au succès enregistré par les autorités dans la collecte d'armes illégales : celles-ci ont assuré le stockage des armes contrôlées par le Ministère de la défense nationale, et détruit les excédents. De 2001 à 2003, la totalité des armes légères détenues par l'armée et la gendarmerie royale ont été recensées dans une base de données centralisée et stockées en toute sécurité.
- ◆ L'Ouganda a récemment lancé une campagne de destruction d'environ 57 000 armes jugées vétustes et inutilisables, avec le concours du PNUD. Le processus de destruction se déroule conformément au Protocole de Nairobi de 2004 sur la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands Lacs et la corne de l'Afrique, au terme duquel les pays de la région sont appelés à veiller à ce que les armes légères rendues excédentaires, superflues ou vétustes dans le cadre de l'application du processus de paix, du rééquipement ou de la réorganisation des forces armées et des autres organes de l'État, soient stockées en toute sécurité, détruites ou rangées de manière à prévenir leur réapparition sur les marchés illégaux ou dans les zones de conflit, ou leur utilisation à toute autre fin qui ne correspondrait pas aux normes de modération généralement acceptées. Ce protocole a été ratifié par deux tiers des États de la région des Grands Lacs et de la corne de l'Afrique.
- ◆ Au Brésil, une loi de 2003 limite le droit de possession des armes à feu. Son entrée en vigueur s'est accompagnée d'une campagne de collecte volontaire de ce type d'armes. L'année suivante, le taux de

mortalité par armes à feu a baissé de 8% (soit plus de 3 200 vies sauvées en une seule année). C'était la première diminution du nombre des victimes des armes à feu enregistrée en 13 ans. Les autorités brésiliennes ont collecté et détruit plus d'un demi-million d'armes à feu entre 2001 et 2004, dont la plupart étaient illégales. Le Brésil est l'un des rares pays au monde où les taux de mortalité liés à l'utilisation des armes à feu sont supérieurs à ceux occasionnés par les accidents de la route, notamment chez les jeunes. Pour tenter de résoudre ce problème, le gouvernement a organisé en 2005 un référendum sur l'interdiction des ventes d'armes à feu et de munitions aux citoyens, à l'exception des gardiens de la paix, des agences de sécurité privées et des clubs de sport. Près de deux tiers des votants ont rejeté cette proposition. Mais la consultation populaire a donné lieu à un vif débat dans le pays et la question de savoir comment les armes à feu contribuent au haut niveau de violence au Brésil reste posée.

- ◆ L'UNICEF a aidé des milliers d'enfants enrôlés dans des forces combattantes à surmonter leur sombre passé pour une réinsertion réussie au sein de leurs communautés. En Afghanistan, l'UNICEF a lancé un programme ouvert à près de 4 000 enfants soldats démobilisés, leur offrant la possibilité de retourner à l'école, de recevoir une formation technique ou d'avoir un emploi rémunéré. Les comités locaux de démobilisation et de réinsertion de 18 provinces ont, avec l'aide de l'UNICEF, participé à la mise en place de programmes communautaires, notamment en matière d'aide psychosociale aux enfants soldats démobilisés et autres catégories d'enfants victimes de la guerre et d'enfants à risques. Au Burundi, l'UNICEF a, en coopération avec le mécanisme national créé par les autorités à l'intention des enfants soldats, participé au processus de démobilisation de plus de 800 enfants en 2005 (sur les 3 007 enfants remis en liberté). En Sierra Leone, l'UNICEF a accordé en 2005 une aide à plus de 2 800 enfants victimes de la guerre, ex-combattants ou séparés de leurs familles.
- ◆ Le nombre d'homicides par armes à feu tend à diminuer au lendemain de l'adoption de dispositions plus strictes en matière de détention d'armes illégales. En Australie, une étude de 2004 a constaté une diminution sensible du nombre de meurtres commis avec des armes à feu à la suite de l'entrée en vigueur, dans les années 1990, d'une série de réformes concernant la détention de ce type d'armes. Au Canada, où de nouvelles lois adoptées depuis 1991 régissent désormais la possession des armes à feu, les taux d'homicides par armes à feu avaient baissé de 46% à la fin de 2003, le nombre d'hommes tués ayant diminué de 37% et celui des femmes tuées de 61%. La diminution du nombre d'homicides par armes à feu a été accompagnée en outre d'une réduction de 36% du nombre total d'homicides enregistrés pendant la même période. Au Royaume-Uni, les dispositions législatives sur les armes à feu ont été modifiées en 1997. À la fin de 2003, l'Angleterre et le Pays de Galles avaient enregistré une diminution du nombre d'homicides par armes à feu de 33% pour les hommes et de 48% pour les femmes.

* * * *